



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 15 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 8 avril 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme QUERAL, Mme LANDAIS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. GABARD à M. RIMARK, Mme HOLGADO à Mme SARRAUTE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

## 23 – MODIFICATION DE LA PRIME ISS DU REGIME INDEMNITAIRE

### Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, fixant les modalités applicables du régime indemnitaire,

VU le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 portant création d'une indemnité spécifique de service (ISS) à certains agents relevant de la filière technique dont le montant de référence est fixé par arrêté ministériel,

VU la délibération du 4 mars 2014 portant sur la mise à jour du régime indemnitaire du personnel communal,  
VU les crédits inscrits au budget,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

Il est proposé au Conseil Municipal de modifier la délibération du 04/02/2014 portant sur la mise à jour du régime indemnitaire et précisément la partie concernant l'indemnité spécifique de service, selon les modalités ci-après, et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, au profit des agents titulaires et stagiaires.

### Filière technique :

Une indemnité spécifique de service (ISS) est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Taux de base	Coefficient par grade	Coefficient de modulation géographique	Coefficient maximum de modulation individuelle
Ingénieur principal à partir du 6 <sup>ème</sup> échelon ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	361,90	51	1	1,225

Ingénieur principal à partir du 6 <sup>ème</sup> échelon n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	361,90	43	1	1,225
Ingénieur principal jusqu'au 5 <sup>ème</sup> échelon	361,90	43	1	1,225
Ingénieur à partir du 7 <sup>ème</sup> échelon	361,90	33	1	1,15
Ingénieur jusqu'au 6 <sup>ème</sup> échelon	361,90	28	1	1,15
Technicien principal 1 <sup>ère</sup> classe	361,90	18	1	1,10
Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe	361,90	16	1	1,10
Technicien	361,90	10	1	1,10

Le montant du crédit individuel est égal au produit suivant : taux de base x coefficient du grade x de modulation départemental x coefficient de modulation individuelle.

Le coefficient applicable au grade est fixé réglementairement. Le coefficient de modulation individuelle peut être modifié dans la limite maximale autorisée, pour tenir compte des fonctions exercées et de la qualité des services rendus.

Il est demandé au Conseil Municipal d'adopter la modification de l'indemnité spécifique de service du régime indemnitaire ainsi proposé.

Cette indemnité prendra effet à compter du 18 avril 2014 et sera applicable aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif chapitre 012.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 18/04/14  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20140415-12478-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur FRANCIS RIMARK

